Trente-deuxième Année. — N° 134 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. SAMEDI 14 MAI 1887

JOURNAL DE ROUBAIX

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17 | A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42
Directeur : ALFRED REBOUX
AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Ce, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 34, à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 13 MAI 1887

LA RUE

« Si vous voulez savoir à quel point un gouvernement est fort, vous n'avez qu'à examiner la façon dont sont respectés les agents de la force publique. »

Une des choses qui frappent le plus un Français débarqué sur les quais de la Tamise, c'est de voir les constables dissiper les rassemblements, et maintenir l'ordre lorsqu'il est troublé.

S'agit-il d'une voiture renversée ou d'une séance de boxe improvisée entre deux ivrognes ? sitôt que le chapeau ciré d'un constable apparaît, les curieux s'écartent et sont disposer à prêter main-forte à l'agent de police. Dans les meetings les plus houleux, il est rare, sauf en Irlande que des constables soient bousculés, ou même éprouvent la moindre difficulté à remplir leur mission. Pour l'Anglais, éminemment respectueux du gouvernement de la reine, l'agent de la force publique est plus qu'un instrument, c'est un symbole de l'autorité.

Le constable lui-même semble avoir conscience de la force morale qu'il représente ; il procède gravement, correctement, magistralement.

Jadis, en France, avec les mots magiques : « Circulez, messieurs, circulez », une bonne escouade de sergents de ville parvenait sans trop de peine à dissiper les rassemblements les plus menaçants; si des résistances se produisaient, les récalcitrants étaient prestement coffrés. Soutenus par leurs chefs, qui se sentaient eux-mêmes soutenus par le gouvernement, les agents de police, munis d'ordres sévères et précis, les mettaient à exécutions sans hésitation comme sans faiblesse.

Le peuple turbulent des faubourgs les entourait d'un respect tout spécial, fait d'une crainte salutaire de leurs poignes solides et pour terminer d'une bonne condamnation en police correctionnelle.

A l'heure qu'il est, l'agent de police a toujours tort ; s'il montre du zèle et de l'énergie en faisant son devoir, trois ou quatre feuilles qui ont le spécialité de courir sus aux sergots, mènent une campagne endiablée, toutes les vieilles rengaines sont de mise, et servent de thème à des récriminations sans fin, si bien que l'autorité supérieure n'hésite jamais.

Que d'aventure, un malheureux agent de police défendant l'accès du Père-Lachaise contre une bande de communards portant un drapeau rouge, ait eu deux côtes enfoncées, et la mâchoire en capilotade, il en est quitte pour se faire soigner à l'hôpital. Mais s'il a déchiré le bourgeron d'un *ouvrrier* criant : Vive la Sociale ! et prêchant la mort du bourgeois, la *Lanterne*, l'*Intransigeant* et le *Cri du Peuple*, ont tôt fait de dénoncer l'agent provocateur, et d'évoquer les souvenirs sinistres des fameuses blousses blanches. Conclusion : le gouvernement qui a peur et besoin de MM. Clémenceau, Sigismond Lacroix, Laguerre et Basly, désavoue le malheureux agent, ou le casse brutalement.

Le respect de la canaille est le commencement de la sagesse, n'est-il pas vrai, ô vous M. le président du Conseil, qui ne vous êtes remis de la terrible émotion que vous ont causée les trois cents braillards de la rue Boudreau, que sur les bords de la mer, en respirant l'air salin, souverain contre les coliques ?

Ç'a été en vérité, un bien édifiant spectacle que celui de cette poignée de gamins, plus ou moins membres de la Ligue des Patriotes, ou lecteurs des feuilles *revanchardes*, qui ont, pendant quarante-huit heures, occupé militairement les abords de l'Eden, et réussi à imposer silence aux cuivres de feu Wagner.

Tout est bien qui finit bien. L'art a sans doute perdu à la suppression de *Lohengrin* ; mais peut-il être vraiment question d'art dans un semblable incident ?

Ce qui ressort de cette échauffourée, tardivement et mal réprimée, c'est que le gouvernement est presque absolument désarmé contre les tapageurs de la rue.

Encore une fois, *Lohengrin* et M. Lamoureux ne sont point en cause ; c'est à l'heure qu'il est de l'histoire ancienne ; je n'ai pas l'intention de disserter pour ou contre une tentative qui a pu être le fait d'un artiste ou d'un spéculateur peu m'importe.

C'est la rue qui m'apparaît au travers de ces masses populaires qui dernièrement criaient : Vive Boulanger ! devant le cercle militaire, et hier ; A bas l'Allemagne ! aux portes d'un théâtre ; la rue menaçante et bête dans ses colères comme dans ses enthousiasmes.

Et plus dangereuse encore, plus irrémédiable, je vois l'impuissance de ces ministres, hésitants, tiraillés, ne sachant que faire et finissant par ne rien faire; vivant dans la perpétuelle instabilité de ces pantins suspendus par la tête et que des gamins tirent à *hue et à dia* !

Que demain un évènement se produise, qui viennent à soulever de nouveau les haines patriotiques de notre pays, le gouvernement est-il bien sûr qu'il arrêtera à temps trois cents imbéciles allant casser les vitres de l'ambassade d'Allemagne ? Et après ? Nous n'osons insister.

Cornély a forgé un mot pour ce nouvel état de choses, qui forme comme l'essence de nos nouvelles institutions : c'est la *crapularchie*.

W.

LA CRISE

La crise est donc ouverte. Ce qui l'a déterminée, c'est beaucoup plus une lutte d'influence entre l'opportunisme et le radicalisme que le souci de réaliser un équilibre budgétaire que les gauches sans distinction de nuances, sont et se savent impuissantes à obtenir.

Jusqu'à quel point M. de Freycinet est-il d'accord avec les opportunistes, a-t-il encouragé leurs menées et prêtera-t-il son concours à la formation d'un ministère ferryste sans Ferry ? Les rumeurs à cet égard sont encore contradictoires; nous seront prochainement fixes.

Coïncidence au moins curieuse : la crise éclaté au moment précis où M. Jules Ferry rentrait à Paris.

Et le général Boulanger ? C'est surtout de lui qu'on s'occupe et sur son nom que les gauches se battent. Son successeur désigné paraît être le général Saussier, gouverneur de Paris. Nous pouvons donner ce détail que depuis plusieurs jours déjà le général Saussier annonçait à qui voulait l'entendre sa prochaine entrée au ministère.

Mais les boulangistes ne comptent pas se laisser plumer sans crier, ni décapiter par persuasion.

M. Rochefort ouvre le feu dans l'*Intransigeant* :

« Toucher, écrit-il, au portefeuille du général » Boulanger équivaudrait à un tel défi porte à » l'opinion de la France que le téméraire qui s'y » risquerait ne resterait pas ministre seulement » une heure...

« Alors qu'il suffit de l'annonce de quelques représentations de *Lohengrin* pour jeter la population dans une sorte de délire, la priver ainsi du » seul homme en qui elle ait confiance, et qu'en » cas d'attaque de la part des Allemands elle soit » disposée à suivre, ce serait provoquer à des manifestations auprès desquelles celles de l'Eden » n'auraient été que des amusettes. »

L'appel à l'émeute, la provocation à la guerre civile sont formels.

Sommes-nous à la veille de voir ce régime couronner par des barricades la série de ses œuvres patriotiques et de ses bienfaits.

LA DÉMISSION DU MAIRE DE MULHOUSE

Une dépêche de Mulhouse nous a annoncé hier la démission du maire de cette ville, M. Mieg-Kœclin.

Vers la fin de la séance du conseil municipal de mardi, M. Jean Mieg-Kœchlin a annoncé au conseil qu'il avait une communication importante à lui faire.

» Vous avez appris, a-t-il dit, que le gouvernement avait l'intention de soumettre très prochainement au Reichstag une loi qui l'autorise à choisir les maires alsaciens-lorrains en dehors des conseillers municipaux. Cette intention m'a été confirmée récemment, lors d'un entretien verbal que j'ai eu avec M. le président du département. J'ai acquis dès lors la certitude que la ville de Mulhouse était au nombre de celles auxquelles on appliquerait la mesure aussitôt qu'elle serait votée.

Dans ces conditions, j'ai cru devoir remettre sans tarder ma démission entre les mains de M. le président du département. Je resterai à mon poste jusqu'au jour où mon successeur pourra entrer en fonctions. Je conserverai néanmoins mon mandat de conseiller municipal et j'engage vivement tous mes collègues à en agir de même ; et, en prenant cette détermination qu'ils ne consultent, comme il l'ont toujours fait, que les seuls intérêts de la ville, que les vrais intérêts de leurs concitoyens, qui leur ont confié le mandat. »

La démission du maire a causé la plus douloureuse impression. « On se demande avec anxiété, dit l'*Express*, où l'on s'arrêtera dans la voie que semblent avoir frayée les élections du 21 février. »

Les conseillers municipaux, se rendant au désir exprimé par le maire, sont restés en fonctions.

Rappelons que M. Mieg-Kœchlin, un modéré, sinon un ralliè, avait accepté aux élections dernières la candidature en opposition à celle de M. Lalance, un des membres les plus résolus du parti anti-allemand. Les dernières mesures prises par l'autorité dans les provinces annexées auront eu pour effet d'effacer toutes les divisions et d'unir dans un même sentiment de protestation tous les Alsaciens et tous les Lorrains.

LE DINER DE LA BETTERAVE

Sous ce titre, le *Soleil* publie un spirituel article de son collaborateur Furetières, qui intéressera certainement tous nos concitoyens.

« Tandis que Provençaux, Languedociens, Auvergnats, Gaséons, Normands, Bretons, Francs-Comtois ont à Paris des associations de protection pour leurs compatriotes, les habitants des deux grands départements du Nord qui résident dans la capitale n'y possédaient point de centre de réunion.

« Ils sont nombreux cependant les gens du Nord, de Pas-de-Calais qui vivent à Paris, y exercent des professions ou des industries. Dans le quartier du Sentier, ils tiennent le haut du pavé, et un grand nombre de maisons de tissus, de rouenneries, de tapis ou d'étoffes d'ameublement appartiennent à cette région, dans laquelle se trouvent comprises tant de villes importantes où l'industrie française se développe de jour en jour. En outre, les rapports avec le Nord sont aussi fréquents qu'avec la banlieue, pour ainsi dire, Paris étant l'un des principaux débouchés des pays qui produisent du sucre, de l'huile de colza et des céréales. C'est au nombre d'un millier que, trois fois par semaine, les jours de grands marchés, on vient de ces contrées.

» Les affaires se traitent dans les cafés, et par grosses commandes, ce qui nécessite des négociations de papier considérable. On me cite la caissière d'un café du boulevard qui, par mois, reçoit en dépôt des millions pour faire face à des traites souscrites par des négociants du Nord et du Pas-de-Calais.

» Dans ces deux départements, on a ses goûts, ses mœurs, ses plats préférés, sa boisson favorite, et c'était à qui trouverait un endroit où l'on pût vivre un peu de la vie du pays. Ils sont d'ailleurs très nombreux les restaurateurs venus du Nord, et il me suffira de citer les noms de Cattelain aîné, de Félix, d'Edouard pour montrer que l'on ne déteste pas la bonne chère à Lille, à Roubaix, à Dunkerque ou à Arras.

» Mais on ne s'y vous pas qu'à l'art culinaire, et des peintres comme Carolus Duran, Commère, Edsain, Michel, Weest, en sont nés natifs. A citer aussi M. Guillaume, architecte du Palais du Louvre, Carlier, Louis Noël, statuaires. J'en passe et des meilleurs.

» Un ancien magistrat doublé d'un écrivain, M. de Bus, qui tout en étant un Parisien de l'espèce de Brichanteau, n'a pas oublié son pays d'origine, a eu la pensée de fonder une association amicale des enfants du Nord. Elle a comme ses aînées pour but de venir en aide aux compatriotes dans la détresse à Paris. Moyennant une cotisation annuelle, chacun des participants a droit au gîte, à la patée et au rapatriement. Il convient de dire que ces extrémités se présenteront rarement, l'aisance étant le trait distinctif des hommes du Nord établis parmi nous.

» L'idée de M. de Bus n'en a pas moins été accueillie avec enthousiasme et les adhésions ont immédiatement afflué chez lui. Sur le projet d'association est bientôt venu se greffer celui de dîners périodiques qui réuniraient les membres de l'association désireux de se rencontrer. Quel nom donner à ces agapes ? Telle fut la première difficulté à résoudre. De mets, ou de plats locaux, il n'y en a point. C'est ainsi que l'on est arrivé à appeler le dîner des hommes du nord, le dîner « de la betterave. »

» On servira d'abord, la betterave ne se mangeant guère qu'en salade. Mais en y réfléchissant on se rappellera qu'elle a bien droit à la vénération de compatriotes qu'elle a enrichis. A elle seule elle est la grosse production, le grand élément de trafic du pays. Elle fait du sucre, de l'alcool, elle nourrit le bétail et l'améliore. C'est une racine sacrée qui devait distinguer la réunion des habitants du Nord comme la pomme le fait pour les Normands, la soupe aux choux pour les Auvergnats, la garbure pour les Gascons, la polenta pour les Italiens.

» Le premier banquet aura lieu le 17 mai au Grand Hôtel, et tous les dressoirs seront formés, sur la table, de betteraves artistiquement arrangées. Ai-je besoin de dire que la politique est complètement bannie de ces réunions et que toutes les opinions se confondront autour de la même table. M. Camille Bouchez, procureur général à Paris, Boucher-Cadart, conseiller dans le même ressort, M. Testelin, sénateur, s'assoiront à côte de MM. des Rotours, Lenglet, Desjardin.

» Parmi les autres noms, je remarque ceux de MM. Daniel de Folleville, le doyen de la Faculté de Douai de Champcourt, de Sevaistre, Salomé, Ladureau, Mauduit. On le voit, il n'y a pas de danger que ni les uns, ni les autres aient envie de se quereller et de se reprocher leur manière de voir. N'est-il pas bon de créer de petits terrains neutres où les hommes de bon vouloir, ceux qui ont encore le sentiment du bien public, puissent se rencontrer, causer mutuellement sans se fâcher. Cet idéal, M. de Bus vient de le réaliser pour ses compatriotes. » FURETIÈRES, »

A TRAVERS LES JOURNAUX

Le journal *Paris* publiait hier cette note :

« CONSEIL DES MINISTRES

» Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet, au ministère de l'intérieur; sous la présidence de M. Goblet. Tous les ministres, sauf M. Flourens, ministre des affaires étrangères, EMPÊCHÉ POUR DES RAISONS DE FAMILLE, assistaient à la délibération, qui a été fort courte. »

M. Paul de Cassagnac reproduit la note dans l'*Autorité*, en l'accompagnant de ces réflexions :

« Nous n'aurons pas la mauvaise grâce de reprocher à M. Flourens, ministre des affaires étrangères, de n'avoir pas assisté hier au conseil des ministres.

» Les *raisons de famille* sont des raisons sacrées toujours, mais elles sont surtout sacrées pour nous, quand elles sont aussi consolantes que celles qui ont *empêché* M. Flourens.

» Le même jour et à la même heure, en effet, par une singulière coïncidence, par effet du hasard, sans nul doute, deux charmantes jeunes filles faisaient leur première communion à St-Honoré d'Eylau.

» La mère de ces jeunes filles et sa sœur communiaient à leurs côtés et faisaient, dans leur pieuse attitude, l'édification de tous les assistants.

» Ces jeunes filles s'appellent Mlles Flourens.

» Leur mère porte naturellement le même nom.

» On assure que les unes et les autres appartiennent à la famille du ministre des affaires étrangères et le touchent même d'aussi près que possible.

» Les pauvres petits curés dont M. Flourens, directeur des cultes, a supprimé le traitement avec une véritable sauvagerie, voudront bien joindre leurs prières aux prières de ces jeunes filles et de ces nobles femmes, pour qu'il soit pardonné à celui qui les a persécutés publiquement, tout en confiant aux siens le soin délicat de plaider sa cause aux pieds de Dieu. » PAUL DE CASSAGNAC. »

* * *

M. Spuller expose ainsi la situation politique dans la *République Française* :

« Le cabinet, poussant jusqu'au bout la politique de la déférence, se déclare prêt à faire toutes les économies qu'on lui indiquera et il demande à la commission du budget de les lui indiquer.

» Mais il ne veut pas prendre la responsabilité de les indiquer lui-même, bien qu'il les ait promises formellement dans sa déclaration initiale. — Mais alors, dit la commission du budget, pourquoi me demandez-vous de chercher des économies, ce qui n'est pas mon affaire, mais la vôtre ? Voulez-vous recommencer le jeu de l'année dernière ?

» N'est-ce pas assez ? Tenons-nous chacun à notre place ; apportez-nous un budget tel que le veut la Chambre, et nous le contrôlerons ; mais commencez par l'apporter, par faire œuvre de gouvernement.

» Vous nous obéirez, dites-vous. Nous n'en demandons pas tant, nous vous demandons de gouverner, puisque vous êtes aux affaires pour cela. Le reste viendra par surcroît.

» Voilà le débat, voilà tout le conflit.

» On en a déjà vu d'aussi graves ; on n'en avait pas encore vu d'aussi original. »

M. H. Rochefort termine ainsi son article dans l'*Intransigeant* :

« Ce ne sont pas seulement les ministres qu'il est urgent de renverser ; c'est le système financier tout entier qu'il est indispensable de mettre à bas. En vain nos hommes d'Etat se prendront-ils la tête à deux mains : jamais ils ne nous prouveront que de quinze on peut ôter vingt-cinq. »

* * *

A propos d'une circulaire récente par laquelle le ministre appelle de nouveau l'attention des commandants de place sur la surveillance à exercer dans les forts, le *Voltaire*, commentant une autorisation générale donnant en 1868, par le ministre de la guerre de visiter les forts, conclut ainsi :

» Est-il possible, en bonne conscience, de faire preuve de plus d'imprévoyance et de plus de niaiserie ? Et comment s'étonner, après cela, que les Allemands aient eu la partie si belle en 1870 ? »

L'*Avenir militaire*, dont on connaît la compétence, répond en ces termes au *Voltaire* :

» Notre confrère aurait pu s'éviter des recherches aussi lointaines: la petite note qui a si fort excité son indignation réapparaît chaque année, sous la République comme sous l'empire, et cette année, ainsi qu'en 1868, et bien que le ministre de la guerre soit M. le général Boulanger et non plus un maréchal de France, « imprévoyant et niais », la galerie des plans-relief sera ouverte du 15 mai au 30 juin.

» Nous engageons le rédacteur du *Voltaire* à profiter de cette occasion pour faire à la galerie en question une visite qui l'édifiera sur la nature des renseignements que le ministre de la guerre met à la disposition du public, et sur les dangers qui peuvent en résulter pour la divulgation des mystères de nos fortifications.

Nous nous permettrons également de signaler à sa vigilance patriotique les agissements de M. l'amiral Aube, qui, non moins imprudent que son collègue de la guerre, laisse exposer dans les salles du musée de la marine, au Louvre, les plans de nos grands ports militaires et les modèles de nos cuirassés et de nos croiseurs.

Le Sénat s'est réuni jeudi dans ses bureaux de 2 à 3 heures pour procéder à la nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant approbation du traité de commerce signé à Paris, le 10 juillet 1885, entre la France et la République Sud-Africaine.

Voici, dans l'ordre des bureaux, les noms des commissaires élus :

MM. Isaac, Barbey (favorables); Mauguin (hostile), Tézenas, Chardon (favorables) l'amiral Jaurèguiberry (hostile) et MM. Guichard, amiral Halna de Fretay, Dietz-Monnin (favorables).

Le Sénat a nommé également dans ses bureaux une commission pour l'examen du projet de loi portant approbation d'un traité de commerce et de navigation signé à Mexico le 27 novembre 1886 entre la France et le Mexique. Tous les commissaires élus sont favorables.

Ce sont : MM. Isaac, Barthélemy Saint-Hilaire, Garrigat, Guyot, Bergeron, amiral Jaurès, Bozérian, Gustave Denis et Dietz-Monnin.

LETTRE DE PARIS

(D'un correspondant spécial)

Paris, 12 mai.

On attendait, avec impatience, le compte-rendu du conseil de cabinet tenu ce matin à l'hôtel de la place Beauveau pour savoir ce que ferait le gouvernement en réponse à la résolution prise, hier, par la commission du budget.

Cette attente a été trompée, puisque les ministres, tout en étant unanimes pour repousser l'ordre du jour voté par la commission, ont décidé de réserver leur décision jusqu'après le débat de la Chambre sur le rapport de M. Pelletan. De là le bruit répandu au Palais-Bourbon que l'affaire s'arrangera au moyen d'un compromis qui permettra d'éviter une crise ministerielle.

Je comprends que, sur certains bancs de la majorité, l'on désire qu'il en soit ainsi, mais n'est-ce pas une illusion que de s'imaginer qu'il suffira d'un bon vouloir commun pour découvrir aussitôt un chiffre d'économies capable d'équilibrer le budget ? Si l'accord se fait, ce ne peut être que sur la nécessité de recourir à l'emprunt ou à de nouveaux impôts, c'est à dire aux dépens du programme de la commission. Or, jusqu'à présent, celle-ci n'a nullement l'air de vouloir capituler au sujet de la fameuse formule de M. de Freycinet. Aussi la rumeur que je viens de signaler, rencontre-t-elle peu de créance, et l'on persiste à penser que non seulement M. Dauphin, mais encore M. Goblet, qui s'est solidarisé avec lui, devront, la semaine prochaine, céder la place à d'autres.

Quant à les remplacer, on n'y va pas par quatre chemins, puisqu'on désigne déjà M. de Freycinet comme devant avoir la présidence du Conseil avec le portefeuille de la guerre, ce qui implique le remplacement du général Boulanger. On assure, en outre, que ce serait M. Raynal, l'ancien lieutenant de M. Jules Ferry, qui serait nommé ministre de l'intérieur. Bien entendu que M. Rouvier a sa place dans la nouvelle combinaison en qualité de successeur de M. Dauphin. Quant aux autres portefeuilles, on pense qu'ils resteraient entre les mains de leurs titulaires actuels.

L'on estime, à la Chambre, que, dans le cas très probable où le conflit suivrait son cours, les groupes de la majorité se réuniraient avant le débat pour arrêter leurs résolutions, ce qui peut se faire d'autant plus facilement que les députés, comme le public, ont depuis déjà plusieurs jours sous les yeux toutes les pièces et tous les arguments qui peuvent déterminer leur conviction et que le rapport de M. Pelletan comme les discours contradictoires des orateurs n'apprendront rien de nouveau à personne. Dans ces conditions, le débat en séance publique sera nécessairement de pure forme, puisque son résultat ne sera une surprise pour personne.

Il présente, d'ailleurs, cet avantage de pouvoir faire pressentir l'opinion de la majorité en faveur de telle ou telle combinaison. Et, puis, pourquoi ne pas l'avouer, cette manière de procéder facilite singulièrement la distribution des récompenses de la dernière heure, attribuées par les ministres sortants à leurs plus fidèles et anciens collaborateurs en commémoration de leur passage au pouvoir.

Maintenant que je suis en règle avec les bruits à l'ordre du jour, relevant plus ou moins de la crise en perspective, j'ai peu de chose à vous dire des articles que les journaux d'aujourd'hui consacrent à l'entrevue de MM. Goblet et Dauphin avec la commission du budget.

A part les organes radicaux, les feuilles opportunistes aussi bien que celles du centre gauche, reconnaissent que les économies, quelque importantes qu'elles puissent être ne suffiront pas pour équilibrer le budget, mais elles oublient d'indiquer les moyens de combler la différence. Sous ce rapport, toutes se montrent aussi impuissantes que la commission, au sujet de laquelle M. Wilson disait hautement dans les couloirs après le vote d'hier (c'est en effet M. Gendre qui a tenu ce propos répété ce matin par la *Paix*) : « La commission sait très bien qu'elle ne peut réaliser assez d'économies pour équilibrer le budget, et c'est pour ne pas démontrer son impuissance qu'elle renvoie le budget au gouvernement.

Par exemple, opportunistes et modérés excellent pour signaler et faire toucher du doigt la cause du déficit budgétaire et il y a, sous ce rapport, un article de M. Jules Dietz, dans le *Journal des Débats*, dont je recommande les conclusions à l'attention de tous les électeurs.

Quant à la presse conservatrice, elle remarque, avec raison, que si M. Goblet succombe, c'est parce qu'il ne peut se tirer honorablement des difficultés financières créées par M. de Freycinet et par M. Jules Ferry. « Le programme de travaux publics qu'imagina M. de Freycinet et les projets scolaires qu'appliqua M. Jules Ferry, sont, en effet, les causes initiales de notre détresse actuelle ; l'infortuné Goblet, le lamentable Dauphin, ne sont que les victimes expiatoires et innocentes de ces deux hallucinations. »

Et il arrivera fatalement ceci, ajoute M. Robert Mitchell, c'est que si, comme c'est probable, M. de Freycinet succède à M. Goblet, on lui accordera tout ce qu'on refuse actuellement à son prédécesseur, car il est d'usage d'accorder au ministre nouveau, quel qu'il soit, des facilités qu'on refuse à celui qui disparaît. Ce fut ainsi que l'on restitua à M. Goblet les sous-préfets, que l'on avait retranchés à M. de Freycinet. On autorisera donc M. de Freycinet à ne point réaliser les économies que l'on exige impérieusement de M. Goblet, et chacun sera satisfait. C'est ce que l'on appelle « faire crédit au nouveau venu. »

M. de Freycinet, du reste, est tout à coup sorti de la retraite où il se confinait dans ces derniers temps. Il a voulu, comme on dit vulgairement prendre l'air des bureaux, et il a fait aujourd'hui une apparition à la séance du Sénat. Vous devinez s'il a été entouré en sa qualité de soleil levant ; il ne savait auquel entendre, et ses moindres paroles avaient la valeur d'un discours ministre.

Le débat qui se poursuit depuis quelques semaines entre la presse allemande et la presse autrichienne, au sujet de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, a fini par émouvoir très vivement l'opinion publique en Autriche et surtout en Hongrie. Les révélations de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* vont même provoquer un débat parlementaire à la Chambre des députés de Hongrie, où la politique de la triple alliance n'a jamais été favorablement jugée et où l'on serait heureux de faire pièce à la fois à M. de Bismarck et à M. de Giers.

A propos de cette singulière polémique, le correspondant du *Standard* à Berlin dit que ce n'est pas dans l'intérêt de l'histoire que le prince de Bismarck s'est amusé à reconstituer les détails des négociations entre la Russie et l'Autriche avant la guerre russo-turque. Le prince aurait simplement voulu convaincre le Czar que la situation difficile dans laquelle il se trouve maintenant, a été amenée par la politique du prince Gortschakoff et de ses disciples panslavistes qui, dans ce moment encore, essayent de renverser M. de Giers.

Mais ce plan ne paraît pas avoir eu de succès. Loin de calmer les panslavistes, les révélations de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* n'ont fait qu'accentuer les dispositions anti-allemandes de la presse russe. *Les Novosti* continuent d'accuser M. de Bismarck de tenter sans cesse de troubler la paix de l'Europe et d'entraver la politique du czar en Orient ; le *Viedomosti*, de Saint-Pétersbourg, plaide la cause d'une entente complète avec la France. D'autres feuilles insistent sur le fait que la Russie, grâce à la situation qui prévaut actuellement en Bulgarie, est la seule puissance qui n'a retiré aucun profit de la guerre d'Orient, dont elle a subi toutes les charges.

La Bourse a baissé aujourd'hui de 30 centimes sur le 3 0/0, à cause du conflit entre le gouvernement et la commission. En clôture, il y a eu une reprise de 10 centimes sur le bruit que MM. Freycinet et Jules Ferry devant faire partie de la nouvelle combinaison, il en résulterait peut-être la consolidation du cabinet Goblet.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France, qui vient d'être affiché, fait ressortir les différences que voici sur le bilan de la semaine dernière. Deux chapitres sont en augmentation : l'argent avec 3.121 000 francs ; le compte courant du

BOURSE DE PARIS

du vendredi 13 mai

(par voie télégraphique et par FIL SPÉCIAL)

Cours précéd.	VALEURS	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt.
	Fonds d'Etat			
80 32	3 0/0	80 27	80 37	80 40
83 55	3 0/0 amortissable	83 65	83 65	83 62
108 15	4 1/2 1883	108 82	108 05	108 12
56 21	3 0/0 Portugais	56 11/16	.. ..	56 5/8
98 ..	Italien 5 0/0	98 ..	98 05	98 ..
65 1/2	Extérieure 4 0/0	65 3/4	65 21/32	.. ..
81 9/16	Hongrois 4 0/0	81 1/2	.. ..	81 13/16
375 25	Egypte 6 0/0	374 ..	374 ..	374 ..
13 72	Turc 4 0/0	13 72	13 72	13 72
514 ..	Obligations du Trésor	.. ..	.. ..	517 50
99 35	Russe 1870 5 0/0	.. ..	.. ..	97 70
525 ..	Bons de liquidation 5 0/0	.. ..	.. ..	525 ..
	Sociétés de Crédit			
.. ..	Banque de France	.. ..	.. ..	.. ..
457 50	Banque d'Escompte	455 ..	.. ..	457 50
718 75	B. Paris et d. Pays-Bas	715 ..	715 ..	705 25
415 ..	Banque Parisienne	.. ..	.. ..	419 ..
1365 ..	Crédit Foncier	1365 ..	1362 50	1365 ..
.. ..	Crédit Mobilier	.. ..	202 65	.. ..
.. ..	Crédit Lyonnais	547 50	547 50	546 25
455 ..	Société générale	.. ..	.. ..	455 ..
467 50	Banq. J. R. P. Pays-Aut.	.. ..	467 50	465 ..
504 ..	Banque Ottomane	503 75	503 75	504 ..
.. ..	Créd. Mobilier Espagn.	.. ..	114 ..	.. ..
	Chem. de f. Franc.			
1522 50	Nord ..... act.	1525	1525 ..	1522 50
1225 ..	Paris-Lyon-Médit. »	1227 50	1227 50	1227 75
775 ..	Est ..... »	.. ..	780 ..	777 50
857 50	Ouest ..... »	.. ..	861 25	857 50
1237 50	Orléans ..... »	.. ..	1237 50	1237 50
1155 ..	Midi ..... »	.. ..	.. ..	1157 50
	Chem. de f. Etrang.			
457 50	Autrichiens	455 ..	455 ..	455 ..
175 ..	Lombards	173 75	173 75	176 25
361 25	Saragosse	360 ..	360 ..	361 25
	Sociétés diverses			
2015 ..	Suez	2013 75	2017 50	2011 25
.. ..	Gaz Parisien	1360 ..	.. ..	1358 75
685 ..	Voitures	.. ..	.. ..	681 25
1135 ..	Omnibus	.. ..	.. ..	1140 ..
230 ..	Rio-Tinto	232 50	232 50	232 50
365 ..	Panama	365 ..	.. ..	336 25
	Obligat. Foncières			
513 75	Foncières 500 4 0/0	.. ..	.. ..	512 50
102 50	» 10-4 0/0	.. ..	.. ..	102 50
510 ..	» 500 f. 3 0/0	.. ..	.. ..	509 ..
512 ..	» 4 0/0 1863	.. ..	.. ..	509 ..
475 ..	» commun 3 0/0	.. ..	.. ..	478 75
377 ..	» 1877 3 0/0	.. ..	.. ..	376 50
477 ..	» com. 1879 3 0/0	.. ..	.. ..	475 50
479 ..	» 1879 3 0/0	.. ..	.. ..	475 ..
	Obl. de Ch. de f. Fr.			
399 75	Nord	.. ..	.. ..	399 ..
388 ..	Paris-Lyon-Médit. 3 0/0	.. ..	.. ..	385 ..
383 ..	Est 3 0/0	.. ..	384 ..	383 25
389 ..	Ouest 3 0/0	.. ..	.. ..	389 ..
392 ..	Orléans	.. ..	392 50	392 50
390 ..	Midi 3 0/0	.. ..	.. ..	391 ..
.. ..	Nord-Est	.. ..	.. ..	.. ..
635 ..	Bône-Guelma	.. ..	.. ..	630 ..
	Obligat. des Villes			
520 ..	Paris 1855-1860	.. ..	.. ..	521 ..
521 25	— 1865	.. ..	.. ..	521 50
406 ..	— 1869	.. ..	.. ..	405 50
396 ..	— 1871	.. ..	.. ..	394 ..
515 ..	— 1875	.. ..	.. ..	512 50
502 50	— 1876	.. ..	.. ..	512 50
353 75	Marseille	.. ..	.. ..	352 ..
101 50	Bordeaux	.. ..	.. ..	102 75
97 50	Lyon	.. ..	.. ..	97 50
.. ..	Lille	.. ..	.. ..	104 25
46 50	Roubaix-Tourcoing	.. ..	.. ..	48 50
	Obligations div.			
265 ..	Départem. de la Seine	.. ..	.. ..	265 ..
.. ..	Gaz de Paris	.. ..	.. ..	.. ..
.. ..	Suez	.. ..	.. ..	.. ..
417 50	Ob. fonc. Russie (4e, 5e)	.. ..	.. ..	418 ..

BOURSE DE LILLE

du vendredi 13 mai

(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	COMPT.	COURS PRÉCÉD.
Lille 1860, remboursable à 100 fr.	.. ..	104 75
Lille 1863, remboursable à 100 fr.	.. ..	110 ..
Lille 1868, remboursable à 500 fr.	.. ..	511 ..
Lille 1877, remboursable à 500 fr.	505 ..	505 ..
Lille 1884, obligations de 400 fr., 200 payés	.. ..	400 ..
Armentières	.. ..	432 ..
Armentières 1879	.. ..	1012 ..
Roubaix-Tourc., remb. à 50 fr. en 55 ans	48 25	.. ..
Tourcoing 1878	.. ..	497 25
Amiens, remboursable à 100 fr.	.. ..	108 ..
Département du Nord	104 25	105 ..
Caisse de Lille (Verley, Decroix et Ce ... act. nouv.)	.. ..	647 50
C. de Roub. (Decroix, Vernier, Verley Cie)	.. ..	535 75
Caisse d'Esc. E. Thomassin et Ce, act. anc.	.. ..	500 ..
— — (act. n.), 250 fr. p.	.. ..	130 ..
Caisse Platel et Ce	.. ..	280 ..
Crédit du Nord, act. 500 fr., 125 fr. payés	.. ..	380 ..
Compt. comm. Devilder et Ce, act. 1,000 fr.	.. ..	410 ..
Gaz Wazemmes, ex-c. n° 37, act. 500 fr. p.	.. ..	1050 ..
Le Nord, assur., act. de 1,000 fr., 250 fr. p.	.. ..	515 ..
Un. Gén. du Nord, act. de 500 fr., 125 fr. p.	.. ..	1780 ..
Union Lin. du Nord, act. de 500 fr., tout p.	.. ..	425 ..
Banque rég. du Nord, à Roub., act. 500 fr.	.. ..	320 ..
Deherripon et Ce, à Tourc., act. 500 fr., t. p.	.. ..	500 ..
Compt. d'Esc. du Nord, à Roub., 250 fr., p.	.. ..	500 ..
Soc. St-Sauv.-Arras (anc. Grassin), 500, t. p.	.. ..	510 ..
Tramways du Départ. du Nord (ex-c., 7.)	.. ..	160 ..
Caisse comm. de Béthune A. Turbiez et Cie)	.. ..	35 ..
Jardin Zoolog. de Lille, act. 500 fr., 250 t. p.	.. ..	500 ..
Soc. an. Lille et Bonnières, act. 1,000 fr., t. p.	.. ..	420 ..
Soc. des Journ. réunis, act. 500 fr., tout p.